WWW.SNALC.FR - #1397 - 14 OCTOBRE 2016 - 14 €

# LA QUINZAINE UNIVERSITAIRE

LE MAGAZINE MENSUEL DU snalc FGAF

## PPCR, UN CADEAU EMPOISONNÉ

*Liberté, égalité, fraternité et enseignement. Depuis 1905.*

LA QUINZAINE UNIVERSITAIRE

#1397 - NOVEMBRE 2016

**04 VIE SYNDICALE**

04 LE SNALC CRÉE « MOBI- SNALC », DISPOSITIF D'AIDE À L'ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE POUR SES ADHÉRENTS.

**06 PÉDAGOGIE**

05 QU'EST-CE QUE AVANTAGES-SNALC ?

06 ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET TECHNOLOGIQUE : L'EXIGENCE, LA VÉRITABLE BIENVEILLANCE.

07 « PROFESSEURS » DOCUMENTALISTES : QUAND L'ENSEIGNE MENT.

PROFESSEUR DOCUMENTALISTES : UN MÉTIER EN ÉVOLUTION CONSTANTE.

08 ÉCOLE BIENVEILLANTE OU SÉVÈRE ?

L'IRRITANTE QUESTION DU NOMBRE OBLIGATOIRE DE CONSEILS DE CLASSE

**09 GESPER**

09 INQUIÉTUDES POUR LES RETRAITES.

LE P.P.C.R. ET LE MONTANT DES PENSIONS.

10 PRÉCISIONS SUR LE PPCR.

COMBIEN ALLONS-NOUS GAGNER DANS LES MOIS À VENIR ?

12 LIAISON ÉCOLE - COLLÈGE : MISSION IMPOSSIBLE ?

**13 BULLETIN D'ADHÉSION**

**15 COORDONNÉES DES RESPONSABLES ACADÉMIQUES**

snalc

*Liberté, égalité, fraternité et enseignement. Depuis 1905.*

www.snalc.fr

SNALC - 4, rue de Trévise - 75009 PARIS
Tél. : 01.47.70.00.55

Directeur de la publication et Responsable publicité : **François PORTZER**
Rédacteur en chef : **Marie-Hélène PIQUEMAL**
Tél : 06.16.33.48.82 - mh.piquemal@snalc.fr
Mise en page : **ORA**

Imprimé en France par l'imprimerie **Compédit Beauregard s.a.**(61), labellisée **Imprim'Vert**, certifiée **PEFC** - Dépôt légal 4ème trimestre 2016
CP 1020 S 05585 - ISSN 0395 -6725

Mensuel 14 € - Abonnement 1 an 125 €

Couverture : © iStock - 101dalmatians

# NE L'OUBLIEZ PAS !

**> Rentrée 2017-2018 :**

- Candidatures à des postes à l'étranger à pourvoir dans les établissements relevant des opérateurs Mlf, Aflec .
- Saisie des candidatures en ligne du 26 septembre 2016 au 20 novembre 2016. Consulter le BOEN n° 30 du 25 août 2016.

> Revalorisation du point d'indice de la fonction publique au 1er juillet 2016 et taux des différentes indemnités. Consulter le BOEN n° 28 du 14 juillet 2016.

**27 Oct. 2016** > Publication au BOEN des notes de service relatives à la procédure de mise à disposition de la Polynésie française.

**10 Nov. 2016** > Publication au BOEN des notes de services sur la mobilité 2017 (mouvements inter des premier et second degrés) et des notes de service sur l'affectation des personnels du second degré à Saint-Pierre-et-Miquelon et des CPE et des COP à Mayotte.

**17 Nov. au 6 Déc. 2016** > Saisie des vœux sur SIAM pour le mouvement interacadémique.

> CAPN d'avancement d'échelon des professeurs relevant de la 29ème base :

**12 Déc. 2016** - CPE

**13 Déc. 2016** - Certifiés.

**14 Déc. 2016** - PLP et P.EPS.

## ////////////////////////////////////// COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# PPCR : UN JEU DE DUPES !

Le SNALC-FGAF a participé ce jour à la réunion conclusive sur le parcours professionnel, carrière et rémunération (PPCR).

Pour le SNALC, **la « revalorisation » promise s'est transformée en usine à gaz et en usine à cases. De nombreux collègues sortent perdants du processus :** pour eux, la revalorisation se traduit par une perte d'argent, un fort ralentissement du début de carrière ou une stagnation en fin de carrière. L'évaluation des enseignants sera faite sur la base d'un livret de compétences qui met tout sur le même plan, sans permettre de distinguer notre mission principale, qui est quand même d'enseigner, et non de « coopérer » ou de « s'engager dans une démarche individuelle et collective de développement professionnel ».

La classe exceptionnelle créée ne sera que très à la marge destinée aux collègues proposant à leurs élèves un enseignement de grande qualité. **80 % des promus le seront sur des fonctions qui relèvent parfois davantage de l'entregent que de la qualité professionnelle.**

Le SNALC a, pour la seconde fois, signalé que la mise en œuvre des nouvelles grilles allait **entraîner automatiquement la suppression de la prime spéciale d'installation pour les jeunes collègues mutés entre autres dans les académies franciliennes. En l'état actuel, le ministère est incapable de garantir que cette prime serait maintenue.**

Pour le SNALC, **le PPCR n'est pas une véritable revalorisation,** qui doit consister en la hausse de l'ensemble des traitements de tous les collègues, qu'ils soient certifiés, agrégés, professeurs des écoles, professeurs d'EPS, PLP, CPE, psychologues… et qu'ils soient au grand choix, au choix ou à l'ancienneté. ■

***Jean-Rémi GIRARD,***
*vice-président du SNALC-FGAF*
*le 13 octobre 2016*

# PPCR : UN CADEAU EMPOISONNÉ

Lors du Comité Technique Ministériel (CTM) du 5 octobre, contrairement à la quasi-totalité des organisations syndicales représentées dans cette instance (voir les votes sur www.snalc.fr, rubrique « À poil »), **le SNALC et le SNE ont voté, dans le cadre d'un vote global forcé concernant tous les corps, CONTRE les nouvelles grilles indiciaires issues des accords PPCR** qui entreront en vigueur au 1er janvier prochain (cf. pages 10-11). Ces dernières représentent un net recul pour les collègues qui jusque-là passaient « au grand choix », et n'améliorent qu'à peine (et bien tard) la carrière des promus « au choix ». De plus, elles entérinent la fin du corps des bi-admissibles (il n'y a pas de petites économies) et font des agrégés, éternels oubliés des réformes, les dindons de la farce… La revalorisation qui devait mettre les enseignants français au même niveau que leurs collègues européens, était – comme le SNALC l'écrivait déjà il y a un an – un miroir aux alouettes.

Ultime chance, le 13 octobre dernier s'est tenue au Ministère la séance de clôture des négociations relatives à ce dispositif sous la houlette du Directeur de Cabinet de la Ministre, en partance pour la prestigieuse Cour des Comptes (les élections approchent). Le Ministère y a cru bon de refuser les dernières propositions du SNALC, comme l'instauration d'une double évaluation dans le primaire ou la reconnaissance des difficultés engendrées par le statut de TZR. **Nous nous sommes donc prononcés à nouveau contre le nouveau dispositif d'évaluation, qui repose sur un livret de compétences fumeux et renforce l'arbitraire. Quant à la nouvelle classe exceptionnelle, qui ne sera réservée qu'à une infime minorité de collègues au détriment de la grande majorité de ceux qui se seront « contentés » de faire de bons cours pour permettre à leurs élèves de réussir, nous l'avons également dénoncée : elle devait récompenser le mérite, et non l'inféodation.**

Pour autant, le SNALC ne se cantonne pas dans une politique systématique de refus : nous voulons le bien de l'École et de ses personnels, et les très nombreuses propositions d'avenir que recèle notre projet éducatif ***Permettre à tous de réussir***[1] – dévoilé lors de notre Congrès national du 25 au 27 octobre – sont là pour le démontrer. Sur le terrain, les personnels administratifs, enseignants et de surveillance nous ont d'ailleurs remerciés pour notre travail : ils ont massivement voté pour les listes SNALC présentées lors des élections aux conseils d'administration des établissements tant en Métropole qu'en Outremer, nous permettant d'accroître encore notre représentativité : qu'ils en soient chaleureusement remerciés ! ■

*Le Président national,*
***François PORTZER***
*le 14 octobre 2016*

1 Projet téléchargeable sur www.snalc.fr (160 pages)

© iStock - olaser

# LE SNALC CRÉE « MOBI-SNALC », DISPOSITIF D'AIDE À L'ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE POUR SES ADHÉRENTS

*Par **Albert-Jean Mougin**, vice-président du SNALC et **Rémi Boyer**, responsable du projet mobi-SNALC*

## L'ENJEU

L'allongement des carrières est devenu un enjeu crucial. Elles sont passées de 37,5 années en 2003 à plus de 41,5 années en 2016. Le programme de certains candidats à la présidentielle de mai 2017 est d'aller encore plus loin. Face à cette réalité, le SNALC a décidé d'anticiper pour que ceux de ses adhérents titulaires et contractuels qui le souhaiteront puissent construire selon leur choix une fin de carrière appelée à devenir pénible. Qui imagine enseigner jusqu'à près de 70 ans face à des élèves qui auront toujours le même âge ?

Fort de la publication de deux Livres blancs par sa fédération, la FGAF, le SNALC n'a cessé de demander à l'Éducation nationale d'accroître le nombre de médecins du travail, qui sont en proportion de 1 pour 10.000 enseignants en 2016 ! Malgré les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT), les enseignants et agents administratifs sont toujours autant victimes d'un management pyramidal dirigiste et anxiogène.

Comment qualifier une « Gestion des Ressources Humaines » qui refuse de plus en plus aux enseignants leur mutation pourtant obtenue, leurs demandes de disponibilité pour convenances personnelles, leurs demandes de temps partiel ou de mi-temps, qui permettent notamment aux enseignants de concilier travail et éducation de leurs enfants, alors que les situations de burn-out sont en nette progression ces dernières années et que la question des suicides est toujours aussi tabou ? Depuis 2014, face à la difficulté de renouveler les départs en retraite d'enseignants, malgré des « doubles concours » aux admissibles aussi nombreux que les postes à pourvoir, les recteurs sont même incités par le Ministre à refuser des démissions et à freiner l'action des conseillers en mobilité carrière de leurs académies ! Or, de 2016 à 2026,

plus de 65 % des agents publics partiront à la retraite. Ce fait démographique au sein des trois fonctions publiques touche de plein fouet nos métiers.

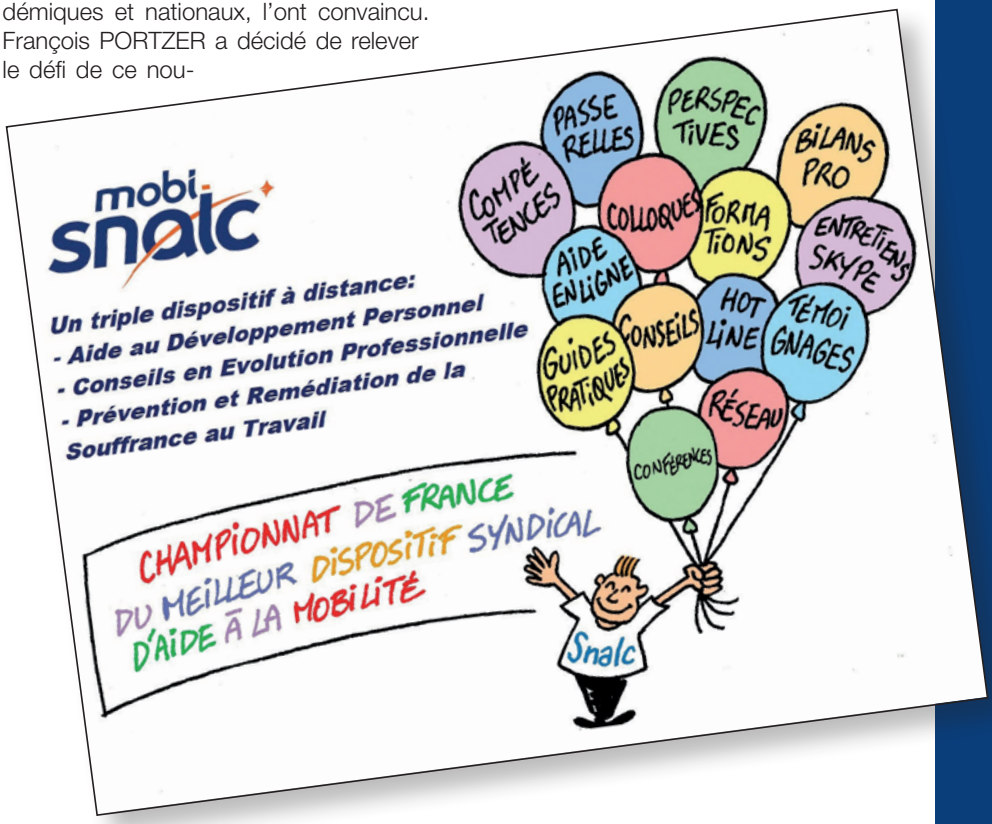
## MOBI-SNALC

Avec Mobi-SNALC, plate-forme très sécurisée, et développée sur le système de réseaux privatifs Whaller, le SNALC dote tous ses adhérents actuels et à venir d'un triple dispositif. Il est conçu, développé et animé par Rémi BOYER, qui a été de 2006 à 2016 président-fondateur d'Aide aux Profs, au professionnalisme et aux compétences reconnus. Plus de 12.000 enseignants ont fait appel aux services de son équipe, en appréciant leur disponibilité. Plusieurs de ses idées avant-gardistes ont inspiré l'Éducation nationale. Elle a voulu s'emparer de certaines d'entre elles à partir d'avril 2010, mais avec un effet quasi nul pour les secondes carrières des enseignants, qui restent par ailleurs les seuls agents publics dont la mobilité tout au long de l'année est empêchée.

À la suite d'échanges tenaces et fructueux au cours des dernières années avec Albert-Jean Mougin, Rémi Boyer a choisi de s'engager au bénéfice des adhérents du SNALC, comme expert-consultant en évolution professionnelle. Les valeurs humanistes fortes que le SNALC porte, l'esprit offensif, traduit dans les mots et dans les actes, de plus de 350 élus académiques et nationaux, l'ont convaincu. François PORTZER a décidé de relever le défi de ce nouveau service, en donnant à Rémi BOYER le temps d'imaginer des passerelles entre les métiers des trois fonctions publiques qui seraient accessibles aux enseignants, tout en déployant une logistique qui fera de Mobi-SNALC un triple dispositif de Prévention et de Remédiation de la Souffrance au Travail (PRST), d'Aide au Développement Personnel (ADP) et de Conseil en Évolution Professionnelle (CEP), complémentaire de l'action des sections locales.

**Mobi-SNALC sera opérationnel le 7 novembre 2016 : ce sera un service professionnel composé de prestations de bilan professionnel à distance, de conseils personnalisés en prospection de postes vers les trois fonctions publiques, d'aide à la conception de CV et de lettres de motivation, de conseils dans la préparation d'entretiens de recrutement, jusqu'au conseil en savoir-être et savoir-faire une fois recruté. Ce sera enfin une coopérative de services à la personne, dans le cadre des « Avantages SNALC », tous inclus dans notre cotisation annuelle sans changement tarifaire.**

Notre syndicat, soutenu par son réseau d'élus dans les académies de métropole et d'outre-mer, tous disponibles, réactifs et plus que jamais efficaces entend ainsi doter tous ses adhérents d'un dispositif qui les respecte, dans une relation de parfaite confidentialité, avec comme exigence la défense de leurs droits. ■




snalc FSU

# AVANTAGES-SNALC

snalc FSU

## QU'EST-CE QUE AVANTAGES-SNALC ?

**La fonction publique n'a pas de comité d'entreprise !**

**Encore une fois, le SNALC vous apporte son aide. Fort de ses nombreux adhérents, le SNALC négocie des offres réservées habituellement aux comités d'entreprises et ceci de manière totalement désintéressée.**

**Vous pourrez trouver des entreprises nationales telles que Francebillet, Fram, Marionnaud et bien d'autres.**

**Nous accueillons aussi notre nouveau service :**

## mobi-snalc

**Initié par notre secrétaire national à l'implantation et à la communication, Jean-Charles ZURFLUH, ce service est animé par une équipe de volontaires en constante recherche de nouvelles offres.**

**Une seule adresse :**

**http://www.avantages-snalc.fr/**

**ou à partir de notre site national**

Avantages SNALC

**Identifiants perdus !**
**Une seule adresse :**

**viescolaire@snalc.fr**

© iStock - gerenme

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET TECHNOLOGIQUE :

# L'EXIGENCE, [redacted] LA VÉRITABLE BIENVEILLANCE

*Par **Anne-Marie LE GALLO-PITEAU**, secrétaire nationale à l'enseignement professionnel et technologique*

**Chacun sait que la voie professionnelle est le lieu de toutes les expérimentations pédagogiques qui sont ensuite transférées à la voie technologique et à la voie générale. Nombres de conseilleurs de l'enseignement, qui considèrent notamment que les notes sont à bannir et n'ont que le mot bienveillance à la bouche quand il s'agit d'évaluer les élèves, admonestent les méchants professeurs qui démoraliseraient les élèves à dessein. Ces donneurs de leçon font leur miel d'évaluations laxistes fréquemment imposées aux enseignants de la voie professionnelle. Pourtant ce ne sont pas ces évaluations qui ramènent vers leurs professeurs les élèves quelques années après leur sortie du lycée.**

**Nous avons tous le souvenir d'élèves revenant nous voir pour nous raconter ce qu'ils deviennent. Et ce ne sont pas toujours les bons élèves.** Ce sont même souvent ceux qui se sont montrés rétifs, avec lesquels nous avons eu des différends. Parfois même ceux qui se moquaient en affirmant qu'ils auraient l'examen sans travailler, sans effort, comme tout ce qu'ils avaient fait avant. Il est vrai qu'avec l'absence de redoublement, les péréquations (évaluation en cours d'année, ECA dans la voie technologique) et les modalités d'évaluation « bienveillantes » (contrôle en cours de formation : CCF dans la voie professionnelle) si chères à certains parents d'élèves et destinées à atteindre des taux de réussite politiquement corrects, rares sont ceux qui échouent sauf à ne pas se présenter à l'examen.

**Pourtant, les anciens élèves éprouvent le besoin de revenir sur le lieu de leurs exploits, voir leurs anciens professeurs.** Pourquoi une telle démarche de leur part ? Pas pour nous narguer. Au contraire. Pour nous prouver que nous avons eu raison de leur demander plus que le minimum auquel ils étaient habitués. Que nous avons eu raison de croire en eux en exigeant un vrai travail. Que nous étions dans le vrai en leur imposant une activité culturelle telle que le théâtre dont ils ne voyaient pas l'intérêt pour leur future profession. Que nous avons bien fait de leur fixer des objectifs exigeants : une mention pour poursuivre leurs études dans de meilleures conditions, un séjour à l'étranger pour avoir un avantage par rapport aux autres candidats… **Bref, pour nous montrer qu'ils méritaient notre exigence !**

> ***"C'EST PRÉCISÉMENT PARCE QUE LE MONDE DU TRAVAIL SERA SANS PITIÉ QUE NOUS DEVONS Y PRÉPARER NOS ÉLÈVES"***

L'exigence des tuteurs de stage et leur soutien aux jeunes et à l'institution scolaire sont cruciaux aussi. L'un d'eux m'a rapporté son propos auprès d'une stagiaire récalcitrante : *« Inquiète-toi le jour où ton professeur cessera de se battre pour que tu avances »*.

Nous savons tous que les élèves sont particulièrement sensibles à l'injustice : quel message l'institution leur envoie-t-elle à travers nous, quand celui qui se donne du mal ne se distingue pas du paresseux en raison d'une grille d'évaluation de contrôle en cours de formation déséquilibrée qui aboutit au même résultat pour tous ?

Les élèves ont une conscience aiguë de ce qu'ils sont capables d'accomplir ou pas. Ils comparent leurs résultats respectifs et savent pertinemment si on leur ment. Il ne s'agit pas de les décourager, bien sûr, mais de leur montrer où ils peuvent progresser. Il va de soi que l'âne qui n'a pas soif ne boira pas. Mais l'élève en difficulté qui travaille et veut mieux faire sait gré au professeur ou au tuteur de son honnêteté et de ses conseils. Une mauvaise note avec des pistes pour progresser lui servira plus qu'une fausse bonne note, et il le sait.

En lycée professionnel, on procède fréquemment à des interrogations avec des professionnels, tuteurs de nos élèves ou non, lors des évaluations de stage ou lors d'un oral ponctuel terminal. Une telle pratique de l'évaluation en binôme est révélatrice. Il s'avère que souvent le professionnel se montre généreux dans ses notes. Il y a alors négociation. Par sympathie, le professionnel hésite à être honnête dans sa note pour ne pas empêcher le candidat de réussir l'examen. Mais cette attitude ne résiste pas à la question cruciale suivante : embaucheriez-vous ce candidat ? Repousser l'évaluation honnête à l'arrivée dans le monde du travail constitue un leurre dévastateur pour le jeune qui comprend alors qu'il a été victime d'hypocrisie durant toute sa scolarité.

C'est précisément parce que le monde du travail sera sans pitié que nous devons y préparer nos élèves par des évaluations, donc des notes justes reposant sur des critères objectifs. **C'est parce que cette exigence constitue la véritable bienveillance que nous en avons fait le cœur de notre projet pour l'école.**

**Et c'est de cette exigence que nos élèves nous savent gré : leur fierté est alors notre plus belle récompense.** ■

# « PROFESSEURS » DOCUMENTALISTES : QUAND L'ENSEIGNE MENT

*Par **Jean-Rémi GIRARD**,*
*vice-président du SNALC-FGAF*
*et **Jeanne ZURFLUH**,*
*responsable nationale Documentation*

**Le projet de nouvelle circulaire est très clair : vous n'êtes pas des professeurs, et vous n'enseignerez pas.**

Le SNALC a obtenu en 2014 une avancée majeure pour les professeurs documentalistes : la reconnaissance par décret du fait qu'ils peuvent assurer des heures d'enseignement, décomptées 2 heures chacune dans leur temps de service. Depuis, le ministère s'évertue à ce que ce texte ne puisse être appliqué.

La dernière réforme du collège est, de ce point de vue, très claire : le professeur documentaliste n'est pas dans les grilles horaires, et aucun espace d'enseignement n'est censé lui être attribué. Même sa participation aux différents dispositifs (notamment aux fameux EPI) est sujette à caution du point de vue de la prise en compte dans les obligations de service.

Le projet de circulaire en cours n'arrange rien, bien au contraire. S'il constitue une actualisation nécessaire et bienvenue des autres missions, il esquive avec maestria la question de l'enseignement. À aucun moment il n'est écrit qu'un professeur documentaliste enseigne, ou même qu'il peut enseigner. Les intentions du ministère sont donc claires : on fera tout pour que vous ne soyez pas des professeurs. Le SNALC n'est pas d'accord avec cette vision du métier, et se battra jusqu'au bout pour que le texte de 2014 puisse être appliqué, et donc pour que la mission d'enseignement figure dans la circulaire. Si l'enseigne indique « professeur », alors le personnel concerné doit pouvoir enseigner.

## PROFESSEUR DOCUMENTALISTES : UN MÉTIER EN ÉVOLUTION CONSTANTE

**> 1977 :** Premier texte sur les fonctions d'un CDI (abrogé).

**> 1986 :** Première circulaire définissant les missions des documentalistes-bibliothécaires dans les CDI autour de « 4 missions » : initiation et formation des élèves à la recherche documentaire, participation aux activités pédagogiques de l'établissement, ouverture de l'établissement sur l'extérieur et responsabilité du centre de ressources multimédia.

**> 1989 :** Création du CAPES externe de sciences et techniques documentaires dans le cadre de la loi d'orientation de 1989. Les IUFM proposent alors une préparation au concours. Dans le même temps le CAPES interne va permettre de requalifier les personnels déjà en poste, jusque-là adjoints d'enseignement. Mais aucun « référentiel métier » officiel.

**>** Nombreuses tentatives de rédaction d'une circulaire actualisée suite à la création du CAPES (1997, 2002, 2010), mais aucune finalisation.

**> 2001 :** Modification des épreuves du CAPES afin d'accroître les compétences des certifiés en sciences de l'information et de la documentation et de prendre en compte les modifications de l'exercice de leur métier, en particulier sous l'effet des technologies numériques d'information et de communication.

**> 2004 :** Rapport de Jean-Louis Durpaire sur « Les politiques documentaires des établissements scolaires ». Le professeur documentaliste se voit confier le diagnostic et la mise en place de celles-ci dans les établissements, inscrivant ainsi ses missions dans ce cadre.

**> 2007 :** Protocole d'inspection des professeurs documentalistes (février) : élaboré par l'Inspection Générale de l'Éducation nationale (groupe Établissements et Vie Scolaire), ce document permet de cerner l'activité d'un professeur documentaliste.

**> 2011 :** Les connaissances attendues dans le champ des sciences de l'information et de la communication sont renforcées, ainsi que celles relevant des programmes et instructions de l'enseignement secondaire pour la mise en œuvre de séquences pédagogiques, mais également pour comprendre les attentes institutionnelles pour le métier de professeur-documentaliste.

**> 2013 :** Référentiel de compétences des enseignants (BO du 25 juillet). Ce dernier comporte une partie dédiée aux compétences spécifiques que doivent maîtriser les professeurs documentalistes en plus de celles communes aux autres enseignants.

**D1.** Maîtriser les connaissances et les compétences propres à l'éducation aux médias et à l'information.

**D2.** Mettre en œuvre la politique documentaire de l'établissement qu'il contribue à définir.

**D3.** Assurer la responsabilité du centre de ressources et de la diffusion de l'information au sein de l'établissement.

**D4.** Contribuer à l'ouverture de l'établissement scolaire sur l'environnement éducatif, culturel et professionnel, local et régional, national, européen et international.

**> 2014 :** Pour suivre le référentiel de compétences, le CAPES va se professionnaliser davantage et va permettre de recruter de futurs acteurs du système éducatif ayant une compréhension claire des enjeux et problématiques liées aux valeurs de la République.

Les épreuves d'admissibilité permettent d'évaluer la bonne maîtrise des savoirs académiques (relatifs notamment au champ des sciences de l'information et de la communication) et la capacité à se projeter dans le futur environnement professionnel des candidats (c'est-à-dire des établissements scolaires utilisant de plus en plus les outils numériques).

**> 2016 :** Réforme du collège et des programmes. Apparition dans le cycle 4 d'un programme d'éducation aux médias et à l'information (EMI), pris en charge par tous les professeurs de cycle 4 y compris le professeur documentaliste. Mais absence du professeur documentaliste dans les grilles horaires.

© iStock - Leonardo Patrizi

# ÉCOLE BIENVEILLANTE OU SÉVÈRE ?

*Par **Frédéric ELEUCHE**, secrétaire national aux Personnels administratifs et de santé*

**La loi de janvier 2010 a fait des fonctionnaires travaillant dans les établissements scolaires des *«agents chargés d'une mission de service public»* et à ce titre a aggravé les peines d'amende et de prison à l'encontre des auteurs d'agressions de toutes sortes dont ils pourraient être victimes dans l'exercice de leurs fonctions.**

Pourtant, combien de nos collègues se désolent-ils et se plaignent-ils de voir que les conseils de discipline ne sont pas réunis pour sanctionner les élèves auteurs d'actes aussi graves que des injures ou des agressions parfois physiques ?

Pourtant, il appartient aux chefs d'établissement de réunir ou non les conseils de discipline (article R.511-27 du code de l'éducation).

Comme nous le savons, le ministère ne cesse de nous rappeler que l'école doit « être bienveillante.»

C'est ainsi que pour atténuer la sévérité du conseil de discipline, instance lourde à convoquer et à réunir, le ministère a inventé « la commission éducative » (décret 2011-728 du 24 juin 2011), instance plus légère et dont la mission est *«d'examiner la situation d'un élève dont le comportement est inadapté aux règles de vie dans l'établissement et de favoriser la recherche d'une réponse éducative personnalisée»* autre façon de nous appeler à l'indulgence et d'éviter les sanctions plus sévères.
Dans ces conditions, comment accueillir la déclaration de Mme Ericka Bareigts, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité réelle, faite au sénat le 21 juin 2016 ? N'a-t-elle pas dit que le ministère de l'éducation nationale a *«renforcé l'assistance aux victimes par une aide juridique»* et la création de *«groupes académiques d'appui»* ? Et surtout, n'a-t-elle pas déclaré *«Il faut faire preuve de la plus extrême fermeté contre les auteurs des violences envers les enseignants, par le dépôt systématique de plainte et le recours automatique au conseil de discipline lorsque l'auteur des faits est un élève»* ?

Déclaration ô combien bienvenue et dont nous attendons qu'elle soit suivie et appliquée.

L'illumination aurait-elle enfin atteint nos dirigeants ? ■

## L'IRRITANTE QUESTION DU NOMBRE OBLIGATOIRE DE CONSEILS DE CLASSE

Chaque année, de nombreux collègues sans compter les nouveaux professeurs, saturés de réunions de toutes sortes, finissent par demander à combien de conseils de classe, ils sont tenus de participer.

Depuis toujours, un professeur est tenu de participer à un conseil par classe et par trimestre (code de l'éducation : article R. 421-51 et décret 2014-1377 &51-1°) *«et chaque fois que le chef d'établissement le juge utile.»*

Se pose alors la question des professeurs d'éducation musicale, d'arts plastiques et de technologie qui enseignent dans de très nombreuses. Peut-on réellement exiger d'eux qu'ils participent à toutes les réunions de toutes leurs classes ?

Une circulaire du 21 novembre 1960 avait été signée par le ministère à ce sujet. *«Les professeurs de sciences naturelles, de dessin, d'éducation musicale, de travaux manuels éducatifs sont en nombre restreint, même dans les grands établissements et chacun d'eux peut, de ce fait, être appelé à enseigner dans d'assez nombreuses classes de 6e. En pareil cas, on ne saurait faire obligation à ces maîtres de participer à tous les conseils de classe. Il est bon, néanmoins, qu'ils assistent à certains d'entre eux, notamment à ceux qui se tiennent en fin de trimestre. Pour pallier leur absence aux autres conseils, ils voudront bien se tenir informés des remarques émises par leurs collègues et communiquer par écrit au professeur principal les observations qu'ils ont à formuler compte tenu, éventuellement, de celles des autres professeurs.»*

Cette circulaire a disparu depuis plus de trente ans et comme on l'a vu elle ne s'appliquait qu'aux professeurs de certaines disciplines et qui avaient des classes de 6e. Mais la mémoire sur ce point se transmet fidèlement dans les salles de professeurs. Elle continue de s'appliquer de fait pour les professeurs de toutes ces disciplines, non seulement pour les classes de 6e mais pour toutes les classes du collège. On ne s'en plaindra pas. ■

# INQUIÉTUDES POUR LES RETRAITES

*Par **Frédéric ELEUCHE**, secrétaire national aux Personnels administratifs et de santé*

Le SNALC-FGAF est très vigilant sur la question des retraites : nous avons déjà publié des articles sur cette question qui inquiète non seulement les retraités mais surtout les fonctionnaires qui s'approchent de l'âge légal ou limite. Tous les candidats de droite et du centre à l'élection présidentielle ont annoncé leur intention d'aligner le système du public sur celui du privé, sans toutefois en préciser ni les modalités ni la durée de la mise en place et d'allonger la durée de la période de référence : les uns veulent aller jusqu'à 63 ans, les autres à 64 ou à 65 ans d'ici 2024 ou 2025 alors que pour ceux qui sont nés après 1956, l'âge limite est déjà de 67 ans ! Tout ce qu'ils nous en disent est que « bien entendu » l'on tiendra compte dans le calcul des 25 meilleures années des primes et des indemnités. Aucun ne semble savoir que les indemnités ou les heures supplémentaires (il n'y a pas de primes chez nous) que touchent les professeurs et les personnels administratifs, de santé et sociaux ne représentent que des sommes dérisoires (11 % maximum en moyenne) très loin des montants de la haute fonction publique (50 et même 60 %) que fréquentent sans doute ces candidats. Un seul d'entre eux préconise s'il est élu de ne plus nommer de nouveaux fonctionnaires à partir de septembre 2017 que sur contrat à durée indéterminée sans toucher aux fonctionnaires actuels.

© iStock - monkeybusinessimages

Tout cela est déjà connu et a fait l'objet d'articles dans la « Quinzaine universitaire » mais si nous évoquons à nouveau le problème, c'est que la Cour des comptes vient de publier un rapport de 197 pages qui ne laisse pas de nous inquiéter. Après avoir dénoncé l'inégalité entre les montants moyens du privé et du public, la Cour des comptes préconise elle aussi d'allonger la durée de cotisation.

D'après elle, il faut créer dans les trois ans une caisse de retraite de la fonction publique d'Etat qui n'existe pas pour le moment. Beaucoup de collègues ignorent en effet que le prélèvement mensuel de 9,94 % (pour l'année 2016) appelé « pension civile » n'alimente pas de caisse du tout, mais reste dans le budget général de l'État qui sert ainsi à payer les pensions comme les traitements des fonctionnaires. Or, comme on le sait, l'Etat emprunte chaque année des sommes considérables sur les marchés étrangers pour cela et se trouve ainsi à la merci d'une augmentation éventuelle des taux d'intérêt internationaux.

La Cour des comptes suggère de porter le délai des six derniers mois auquel nos collègues sont tellement attachés à cinq ou dix ans, mais en prenant en compte les « primes » On se souvient qu'en 2003, lors de la première réforme des retraites du public, on avait déjà évoqué un délai de 3 ans !

La Cour des comptes va même jusqu'à préconiser, comme les candidats à la présidence de la République, un alignement complet du public sur le privé – au moins pour les nouveaux entrants mais aussi éventuellement pour les actuels fonctionnaires –même si elle reconnaît qu'il faudrait 17 ans pour que le nouveau système se mette complètement en place.

L'on se doute que de telles propositions sont explosives. C'est pourquoi Mme Girardin, actuelle ministre de la fonction publique, a répondu à M. Migot, président de la Cour, que le débat a perdu de son intérêt, car à ses yeux, la convergence entre les régimes du public et du privé est aujourd'hui « réelle », d'autant que le privé qui ne reçoit que 50 % des 25 meilleures années bénéficie du système des retraites complémentaires qui n'existe dans le public que pour les volontaires.

Et l'on ne vous dit rien de certains spécialistes qui préconisent la création d'un fonds de pension à la française en soulignant qu'il existe déjà avec le PERP (créé en même temps que la loi sur les retraites du 21 août 2003) ou même la PREFON. La RAFP ou retraite additionnelle de la fonction publique créée en 2003, mais active seulement à compter du 1er janvier 2005 n'a-t-elle pas été présentée comme un « fonds de pension à la française » ?

Quoi qu'il en soit, le SNALC est décidé à surveiller de très près cette affaire de façon qu'elle n'aboutisse pas une fois de plus à baisser notre niveau de vie. ■

## LE P.P.C.R. ET LE MONTANT DES PENSIONS

La plupart des personnels administratifs, de santé et sociaux ont déjà constaté les effets financiers de l'application du protocole parcours professionnels, carrières et rémunérations (P.P.C.R.) Très bientôt les professeurs se verront appliquer à leur tour ce protocole. L'on sait qu'il comporte une très légère revalorisation indiciaire, des mesures statutaires et un transfert dit « primes-points » Il est donc important de savoir quelles conséquences il a ou aura sur les pensions.

Dans le système actuel, les fonctionnaires reçoivent une pension calculée sur les traitements afférents à l'indice obtenu durant les six derniers mois. Or, il est possible que certains collègues partent à la retraite alors que durant cette fameuse période de six mois, leur traitement aura été légèrement modifié. Ils n'ont pas à s'en inquiéter : *« il suffit d'avoir perçu le nouvel indice pendant au moins une journée pour en bénéficier dans le calcul de la pension »* y compris à titre rétroactif (note d'information du ministère des affaires sociales et de la santé du 19 septembre 2016).

Mais si l'application du protocole entraîne la promotion des collègues dans un nouveau grade, une nouvelle classe ou un nouvel échelon, la règlementation continuera de s'appliquer : il faudra toujours y avoir accédé depuis six mois au moins pour bénéficier du nouveau traitement dans le calcul de la pension. Ce sera le cas aussi pour les fonctionnaires qui auront été radiés des cadres au plus tôt le 1er juillet 2017 ou le 1er juillet de l'année de la réforme les concernant.

En conséquence, les agents des catégories A et B qui ont connu une réforme indiciaire au cours de l'année 2016 et qui auront été radiés après le 2 janvier 2016 verront le montant de leur pension revalorisé. ■

# PRÉCISIONS SUR LE PPCR

*Par **Alice Eissen**, secrétaire nationale à la pédagogie*

**Dans la Quinzaine Universitaire 1395, page 10, quelques corrections et clarifications doivent être apportées :**

- Les PEPS ont bien entendu la même grille que les certifiés, PLP, PE (...)
- Dans le tableau de reclassement dans la hors classe des certifiés, PLP, PE (...), la ligne 6e échelon plus de 3 ans est non fonctionnelle puisque ce dernier aura une durée maximale de 3 ans.
- En janvier 2017 aura lieu la première augmentation du nombre de points d'indice par échelon, dont 4 points de conversion prime-point. En septembre 2017, les personnels seront reclassés dans la carrière rénovée. Suivront deux autres augmentations, en janvier 2018 (dont 5 points de conversion prime-point) et 2019 (voir Quinzaine Universitaire 1394). La création du nouvel échelon 7 de la hors-classe des certifiés, PE, PLP, PEPS, CPE et COP aura lieu en janvier 2020.
- Lors du reclassement, il y a conservation de l'ancienneté. Si cette dernière est supérieure à la durée de l'échelon d'accueil, le reclassement se fera à l'échelon supérieur sans ancienneté.

## EXEMPLE N°1 :

M. Certifié est au 10e échelon de la classe normale et aura 2 ans dans cet échelon au premier septembre 2017. Son indice majoré actuel est 612. En janvier prochain, il passera à l'indice 620 et gagnera environ 37€ brut en plus. En septembre 2017, il sera reclassé dans la nouvelle carrière à l'échelon 10 avec conservation de son ancienneté. En janvier 2018, il passera à l'indice 625 puis à 629 en janvier 2019.

## EXEMPLE N°2 :

Mme Agrégée est à l'échelon 5 de la classe normale et aura 3 ans dans cet échelon au premier septembre 2017. Son indice actuel est 561. En janvier prochain, elle passera à l'indice 569 et gagnera environ 37€ brut en plus. En septembre 2017, elle sera reclassée dans la nouvelle carrière à l'échelon 6, indice 604, sans conservation d'ancienneté. En janvier 2018, elle passera à l'indice 609 puis à 618 en janvier 2019.

Dans le même temps, la prime ISOE part fixe/ISAE sera abaissée puisqu'une partie de celle-ci est transformée en points d'indice. ■

© Raymond Pescher

## COMBIEN ALLONS-NOUS GAGNER DANS LES MOIS À VENIR ?

*Par **Alexandre Froelicher**, commissaire paritaire national*

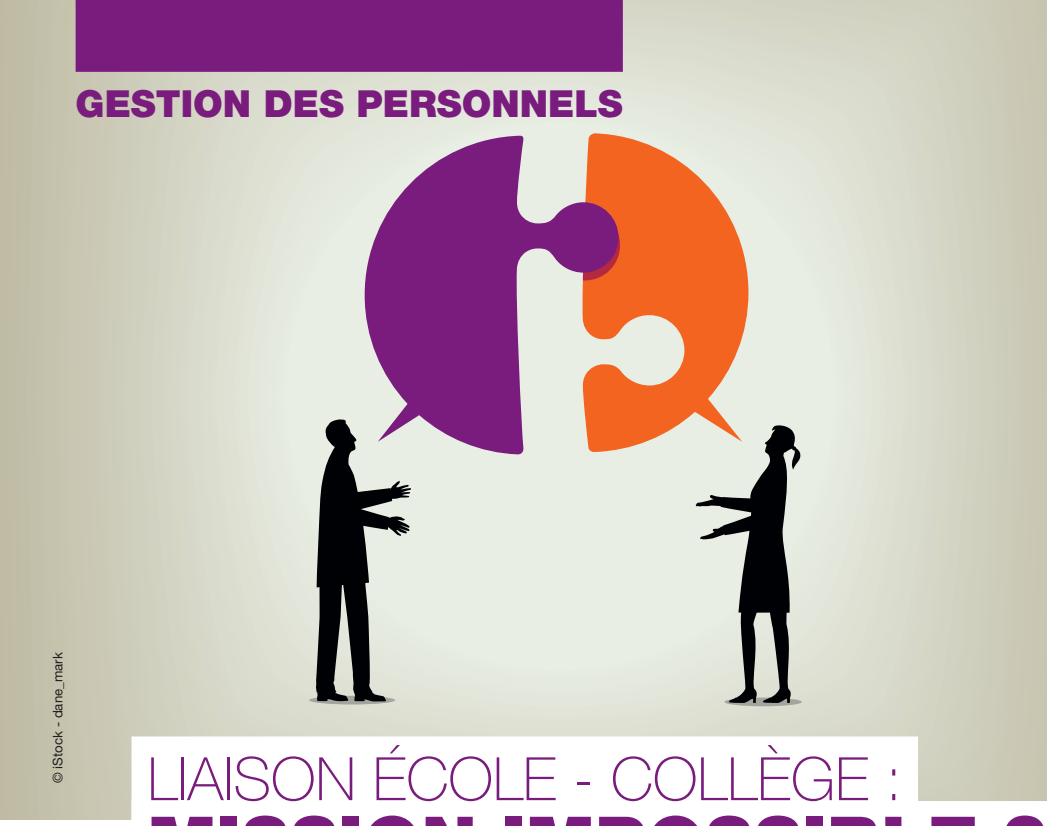
**Au cours des prochains mois, des modifications seront effectuées dans les traitements de certains personnels. En effet, la première revalorisation du PPCR entre en vigueur en janvier prochain. S'ajoutera la revalorisation du point d'indice de 0,6% au premier février 2017.**

Les tableaux ci-joints (page de droite) présentent, **uniquement pour les corps subissant des modifications liées au PPCR :**

- Les traitements prévus au mois de janvier 2017, liés à l'augmentation du nombre d'indices par échelon du PPCR ;
- Les traitements prévus à partir du mois de février, liés à l'augmentation du nombre d'indices par échelon du PPCR et à l'augmentation du point d'indice de 0,6 %.

Pour les MA et Chaire Supérieure, nous rappelons que les grilles de traitement en vigueur sont disponibles dans la quinzaine 1395, pages 4 et 5. ■

| | | | | | Supplément familial au traitement 01/01/2017 (avec PPCR) | | | Supplément familial au traitement 01/02/2017 (avec PPCR + 0,6%) | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 1 enfant : 2,29€ | | | 1 enfant : 2,29€ | | |
| Corps/grade | Échelon | Indice majoré (avec PPCR) | Traitement mensuel brut 01/01/ 2017 (avec PPCR) | Traitement mensuel brut 01/02/ 2017 (avec PPCR + 0,6%) | 2 enfants 10,67€ + 3% | 3 enfants 15,24€ + 8% | Enfant en plus : 4,57€ + 6% | 2 enfants 10,67€ + 3% | 3 enfants 15,24€ + 8% | Enfant en plus : 4,57€ + 6% |
| AE | 1 | 327 | 1523,19 | 1532,33 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 2 | 345 | 1607,04 | 1616,68 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 3 | 366 | 1704,86 | 1715,09 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 4 | 382 | 1779,38 | 1790,06 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 5 | 400 | 1863,23 | 1874,41 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 6 | 423 | 1970,37 | 1982,19 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 7 | 442 | 2058,87 | 2071,22 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 8 | 466 | 2170,66 | 2183,69 | 75,79 | 188,89 | 134,81 | 76,18 | 189,94 | 135,59 |
| | 9 | 492 | 2291,77 | 2305,52 | 79,42 | 198,58 | 142,08 | 79,84 | 199,68 | 142,90 |
| | 10 | 521 | 2426,86 | 2441,42 | 83,48 | 209,39 | 150,18 | 83,91 | 210,55 | 151,06 |
| | 11 | 550 | 2561,94 | 2577,31 | 87,53 | 220,20 | 158,29 | 87,99 | 221,43 | 159,21 |
| PEGC CE.EPS Classe normale | 1 | 325 | 1513,87 | 1522,96 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 2 | 343 | 1597,72 | 1607,31 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 3 | 363 | 1690,88 | 1701,03 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 4 | 380 | 1770,07 | 1780,69 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 5 | 398 | 1853,91 | 1865,04 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 6 | 419 | 1951,73 | 1963,44 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 7 | 438 | 2040,24 | 2052,48 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 8 | 462 | 2152,03 | 2164,94 | 75,23 | 187,40 | 133,69 | 75,62 | 16,04 | 134,47 |
| | 9 | 486 | 2263,82 | 2277,41 | 78,58 | 196,35 | 140,40 | 78,99 | 197,43 | 141,21 |
| | 10 | 515 | 2398,91 | 2413,30 | 82,64 | 207,15 | 148,50 | 83,07 | 208,30 | 149,37 |
| | 11 | 544 | 2533,99 | 2549,20 | 86,69 | 217,96 | 156,61 | 87,15 | 219,18 | 157,52 |
| PEGC CE.EPS Hors classe | 1 | 461 | 2147,37 | 2160,26 | 75,09 | 187,03 | 133,41 | 75,48 | 188,06 | 134,19 |
| | 2 | 485 | 2259,17 | 2272,72 | 78,44 | 195,97 | 140,12 | 78,85 | 197,06 | 140,93 |
| | 3 | 514 | 2394,25 | 2408,62 | 82,50 | 206,78 | 148,23 | 82,93 | 207,93 | 149,09 |
| | 4 | 543 | 2529,33 | 2544,51 | 86,55 | 217,59 | 156,33 | 87,01 | 218,80 | 157,24 |
| | 5 | 616 | 2869,37 | 2886,59 | 96,75 | 244,79 | 176,73 | 97,27 | 246,17 | 177,77 |
| | 6 | 662 | 3083,65 | 3102,15 | 103,18 | 261,93 | 189,59 | 103,73 | 263,41 | 190,70 |
| PEGC CE.EPS Classe exc. | 1 | 616 | 2869,37 | 2886,59 | 96,75 | 244,79 | 176,73 | 97,27 | 246,17 | 177,77 |
| | 2 | 668 | 3111,59 | 3130,26 | 104,02 | 264,17 | 191,27 | 104,58 | 265,66 | 192,39 |
| | 3 | 705 | 3283,94 | 3303,65 | 109,19 | 277,96 | 201,61 | 109,78 | 279,53 | 202,79 |
| | 4 | 751 | 3498,21 | 3519,20 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| | 5 | 793 | 3693,85 | 3716,02 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| Certifiés PLP P.EPS CPE Classe normale | 1 | 353 | 1644,30 | 1654,17 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 2 | 383 | 1784,04 | 1794,75 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 3 | 440 | 2049,55 | 2061,85 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 4 | 453 | 2110,11 | 2122,77 | 73,97 | 184,05 | 131,18 | 74,35 | 185,06 | 131,94 |
| | 5 | 466 | 2170,66 | 2183,69 | 75,79 | 188,89 | 134,81 | 76,18 | 189,94 | 135,59 |
| | 6 | 478 | 2226,56 | 2239,92 | 77,47 | 193,36 | 138,16 | 77,87 | 194,43 | 138,97 |
| | 7 | 506 | 2356,99 | 2371,13 | 81,38 | 203,80 | 145,99 | 81,80 | 204,93 | 146,84 |
| | 8 | 542 | 2524,68 | 2539,83 | 86,41 | 217,21 | 156,05 | 86,86 | 218,43 | 156,96 |
| | 9 | 578 | 2692,37 | 2708,52 | 91,44 | 230,63 | 166,11 | 91,93 | 231,92 | 167,08 |
| | 10 | 620 | 2888,01 | 2905,34 | 97,31 | 246,28 | 177,85 | 97,83 | 247,67 | 178,89 |
| | 11 | 664 | 3092,96 | 3111,52 | 103,46 | 262,68 | 190,15 | 104,02 | 264,16 | 191,26 |
| Certifiés PLP P.EPS CPE D.CIO Hors classe | 1 | 516 | 2403,57 | 2417,99 | 82,78 | 207,53 | 148,78 | 83,21 | 208,68 | 149,65 |
| | 2 | 570 | 2655,10 | 2671,03 | 90,32 | 227,65 | 163,88 | 90,80 | 228,92 | 164,83 |
| | 3 | 611 | 2846,08 | 2863,16 | 96,05 | 242,93 | 175,34 | 96,56 | 244,29 | 176,36 |
| | 4 | 652 | 3037,06 | 3055,29 | 101,78 | 258,21 | 186,79 | 102,33 | 259,66 | 187,89 |
| | 5 | 705 | 3283,94 | 3303,65 | 109,19 | 277,96 | 201,61 | 109,78 | 279,53 | 202,79 |
| | 6 | 751 | 3498,21 | 3519,20 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| | 7 | 793 | 3693,85 | 3716,02 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| Bi-admissible | 1 | 370 | 1723,49 | 1733,83 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 2 | 407 | 1895,84 | 1907,21 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 3 | 444 | 2068,19 | 2080,60 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 4 | 465 | 2166,00 | 2179,00 | 75,65 | 188,52 | 134,53 | 76,04 | 189,56 | 135,31 |
| | 5 | 491 | 2287,11 | 2300,84 | 79,28 | 198,21 | 141,80 | 79,70 | 199,31 | 142,62 |
| | 6 | 511 | 2380,28 | 2394,56 | 82,08 | 205,66 | 147,39 | 82,51 | 206,80 | 148,24 |
| | 7 | 538 | 2506,04 | 2521,08 | 85,85 | 215,72 | 154,93 | 86,30 | 216,93 | 155,83 |
| | 8 | 578 | 2692,37 | 2708,52 | 91,44 | 230,63 | 166,11 | 91,93 | 231,92 | 167,08 |
| | 9 | 623 | 2901,98 | 2919,39 | 97,73 | 247,40 | 178,69 | 98,25 | 248,79 | 179,73 |
| | 10 | 666 | 3102,28 | 3120,89 | 103,74 | 263,42 | 190,71 | 104,30 | 264,91 | 191,82 |
| | 11 | 694 | 3232,70 | 3252,10 | 107,65 | 273,86 | 198,53 | 108,23 | 275,41 | 199,70 |
| Agrégés classe normale | 1 | 379 | 1765,41 | 1776,00 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 2 | 443 | 2063,53 | 2075,91 | 73,41 | 182,56 | 130,06 | 73,79 | 183,56 | 130,81 |
| | 3 | 497 | 2315,06 | 2328,95 | 80,12 | 200,45 | 143,47 | 80,54 | 201,56 | 144,31 |
| | 4 | 534 | 2487,41 | 2502,34 | 85,29 | 214,23 | 153,81 | 85,74 | 215,43 | 154,71 |
| | 5 | 569 | 2650,44 | 2666,35 | 90,18 | 227,28 | 163,60 | 90,66 | 228,55 | 164,55 |
| | 6 | 604 | 2813,48 | 2830,36 | 95,07 | 240,32 | 173,38 | 95,58 | 241,67 | 174,39 |
| | 7 | 646 | 3009,12 | 3027,17 | 100,94 | 255,97 | 185,12 | 101,49 | 257,41 | 186,20 |
| | 8 | 695 | 3237,36 | 3256,79 | 107,79 | 274,23 | 198,81 | 108,37 | 275,78 | 199,98 |
| | 9 | 745 | 3470,27 | 3491,09 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| | 10 | 791 | 3684,54 | 3706,65 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| | 11 | 825 | 3842,91 | 3865,97 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| Agrégés hors classe | 1 | 679 | 3162,83 | 3181,81 | 105,55 | 268,27 | 194,34 | 106,12 | 269,78 | 195,48 |
| | 2 | 706 | 3288,60 | 3308,33 | 109,33 | 278,33 | 201,89 | 109,92 | 279,91 | 203,07 |
| | 3 | 745 | 3470,27 | 3491,09 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| | 4 | 791 | 3684,54 | 3706,65 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| | 5 | 825 | 3842,91 | 3865,97 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| | 6A | 885 | 4122,40 | 4147,13 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| | 6B | 920 | 4285,43 | 4311,14 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |
| | 6C | 967 | 4504,36 | 4531,39 | 110,87 | 282,43 | 204,96 | 111,47 | 284,03 | 206,16 |



© iStock - dane_mark

# LIAISON ÉCOLE - COLLÈGE : MISSION IMPOSSIBLE ?

*Par **Christophe GRUSON**, responsable national du SNALC premier degré*

**Au cours de l'été, a été publié un rapport de l'IGEN sur la continuité pédagogique entre l'école et le collège. Les rapports bidons avec reportages maquillés, enquêtes faussées, personnels acquis à la cause et situations propices à répondre favorablement à la problématique, on a l'habitude maintenant. Pour le coup, celui-ci sort du lot.**

## NOUS SAVIONS BIEN QU'IL S'AGIRAIT DE L'ÉLOGE DE LA « CONTINUITÉ ÉCOLE-COLLÈGE »

Tout d'abord, le document pointe de façon pertinente l'évidence de certaines difficultés matérielles : configurations géographiques chaotiques de circonscriptions ou encore dispersion de collèges et d'écoles en milieu rural. La distance est donc reconnue comme un facteur contraignant pour la concertation des personnels et pour l'organisation des déplacements des élèves.

Le rapport évoque également la difficulté évidente à laquelle se retrouve confronté un collège qui accueille les élèves de 30 écoles différentes. Les professeurs des écoles n'ont que 108 h de concertation, ceux du second degré n'ont rien de prévu et pas de don d'ubiquité, surtout quand il s'agit de trouver un temps commun à tous !

Les actions menées actuellement dans nombre d'établissements telles que l'accueil des CM2 en découverte du collège (qui demandent un travail de préparation très conséquent) sont trop pauvres pédagogiquement pour l'inspection. Nous devrions donc nous adonner à l'échange de service primaire-secondaire ! Ce dernier, dans l'esprit de primarisation du collège, est en effet montré comme indispensable pour assurer pleinement cette fameuse liaison. Le SNALC rappelle donc aux collègues que rien n'oblige ni n'impose quoi que ce soit. Et surtout pas ce type de pratique.

Il est enfin rappelé l'importance de l'engagement des collègues en faveur du processus. La motivation étant un facteur important, on comprend, au regard de la grande majorité des collègues qui se sont déclarés hostiles à la réforme, toute la difficulté de la mise en place de cette liaison école-collège.

## MAIS DE LÀ À SE DÉMOLIR TOUT SEUL !

Quoi de mieux pour montrer l'efficacité de la liaison école-collège que de choisir, non pas un mais deux établissements aux prédispositions ultra favorables ? Au hasard : des établissements privés sous contrat déjà inscrits depuis des années dans la logique de liaison, une cité scolaire ayant les mêmes bâtiments ou étant sur le même terrain et une équipe enseignante motivée.

Eh bien, figurez-vous que, même avec toutes ces conditions réunies, ils ont été obligés de constater que ça ne marche pas, ou plutôt pas autant que ce qu'ils veulent. Le SNALC salue l'honnêteté car d'autres auraient trouvé une solution pour passer sous silence ce constat.

## ON VOUS L'AVAIT DIT

Souhaiter que les professeurs de primaire et de secondaire se connaissent davantage et travaillent sur certains sujets n'est pas négatif. Mais vouloir imposer des conseils communs et des échanges pose évidemment, au-delà de la volonté des individus, des difficultés que le SNALC avait listées. Oui, il existe une différence de culture entre 1er et 2nd degré. Mais soyons clairs, si l'on peut trouver des similitudes et uniformiser un certain nombre de données administratives entre les deux, les métiers, les méthodes et les approches mises en jeu peuvent être fondamentalement différents du fait de l'âge des élèves, de leur psychologie, et du fait aussi de l'aspect disciplinaire de l'enseignement dans le secondaire. C'est cette différence qui fait aussi la richesse de notre système éducatif et qui permet aux élèves de grandir en se confrontant à la nouveauté.

La notion de cycle a été créée pour imposer encore plus aux uns et aux autres de travailler ensemble. Le rapport relève que cette notion est par ailleurs partiellement comprise. Si les auteurs le pensaient réellement, qu'ils se rassurent, on aura parfaitement compris l'attendu final et nous sommes assez nombreux à ne surtout pas en vouloir. En effet, ce qui est souhaité au-delà d'échanges de services, c'est une harmonisation des pratiques pédagogiques, déjà quasi impossible au sein d'un même établissement. Et pour cause : chaque professeur construit sa propre pratique afin qu'elle lui convienne.

L'IGEN met donc le doigt sur un nombre impressionnant d'obstacles organisationnels et structurels, un nombre non moins important d'exigences en termes de moyens et de contraintes en ressources humaines. Et malgré le constat d'échec dans des situations idéales, la conclusion tirée n'est absolument pas une remise en cause du principe. Les idéologies sont trop ancrées pour reconnaître ce qui saute aux yeux. Alors si on ne peut incriminer ni les enseignants (puisqu'ils sont volontaires), ni les structures, ni les conditions, ni les statuts des professeurs, on trouve autre chose : le pilotage et la « professionnalité » des enseignants. Comprenez bien « formatage » ! ■

# BULLETIN D'ADHÉSION
## (PAIEMENT PAR CHÈQUE)

À remplir et à renvoyer avec votre règlement intégral (3 chèques max.)
à SNALC - 4 rue de Trévise - 75009 PARIS

snalc FGAF

**ENCORE PLUS FACILE ! ADHÉREZ** PAR **CARTE BANCAIRE** OU PAR **PRÉLÉVEMENTS MENSUALISÉS**
SUR LE SITE SÉCURISÉ DU SNALC **(www.snalc.fr). Plus de courrier ni de chèque à envoyer !**

**Académie :** .....

☐ Adhésion ☐ Renouvellement ☐ **M.** ☐ **Mme**

**NOM** D'USAGE : .....

Nom de naissance : .....

**PRÉNOM :** .....

Date de naissance : .....

Adresse : .....

.....

CP : ..... / ..... / ..... / ..... / .....

Ville : .....

Tél. fixe : .....

Portable : .....

Courriel : .....

Conjoint adhérent ? : M. Mme .....

**Discipline :** .....

**CORPS** (Certifié, etc.) : .....

**GRADE :** ☐ Classe normale ☐ Hors-Classe

**Échelon :** ..... Depuis le ..... / ..... / .....

☐ Stagiaire ☐ TZR ☐ CPGE ☐ PRAG ☐ PRCE ☐ STS

☐ Sect. Int. ☐ Chef de Travaux ☐ ESPE ☐ CNED ☐ GRETA

☐ Temps complet ☐ Mi-temps ☐ Temps partiel

**ÉTABLISSEMENT D'EXERCICE** (si Privé s/c, cochez la case ☐ ) :

.....

**Code établissement :** ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....

**Je souhaite recevoir la Quinzaine Universitaire (revue du SNALC – FGAF) :**

☐ Uniquement par voie électronique (mail)

☐ Uniquement par courrier papier

☐ Par mail ET par courrier

☐ **Je souhaite rester ou devenir délégué du SNALC dans mon établissement (S1)**

### AGRÉGÉS ET PRAG - CERTIFIÉS ET PRCE
### CHAIRES SUPÉRIEURES (GESTIONS NATIONALE ET ACADÉMIQUE)

| Éch. | À régler | Coût réel après impôts* et GMF | Éch. | À régler | Coût réel après impôts* et GMF |
|---|---|---|---|---|---|
| **AGRÉGÉS** Classe Normale | | | **CERTIFIÉS,** Classe Normale | | |
| 3-4 | 190 € | 29,60 | 3-4 | 160 € | 19,40 |
| 5 | 200 € | 33 | 5 | 170 € | 22,80 |
| 6 | 210 € | 36,40 | 6 | 180 € | 26,20 |
| 7 | 220 € | 39,80 | 7 | 190 € | 29,60 |
| 8 | 230 € | 43,20 | 8 | 200 € | 33 |
| 9 | 235 € | 44,90 | 9 | 210 € | 36,40 |
| 10 | 245 € | 48,30 | 10 | 220 € | 39,80 |
| 11 | 250 € | 50 | 11 | 230 € | 43,20 |
| **CHAIRES SUP et AGRÉGÉS** Hors Classe | | | **CERTIFIÉS** Hors Classe | | |
| 1 à 6 | 265 € | 55,10 | 1 à 7 | 245 € | 48,30 |

* Crédit d'impôts (reçu fiscal) et GMF : voir au verso

### AUTRES CATÉGORIES (GESTION ACADÉMIQUE)

| (tous grades et échelons) | À régler |
|---|---|
| PLP, P.EPS, CE.EPS, CPE, PEGC | 90 €** |
| PROFESSEURS DES ÉCOLES | |
| CHEFS d'ÉTABLISSEMENT, IA.IPR / IEN | |
| PERSONNELS ADMINISTRATIFS (sauf Adjaenes), SOCIAUX et de SANTÉ | |
| Adjoints administratifs (Adjaenes) CONTRACTUELS, Vacataires, M.A, Assistants Éducation, AVS, AESH | 60 €** |

**STAGIAIRES : 70 € (assurance comprise !)****
**Disponibilité, Congé parental : 60 €****
**CLM, CLD, Retraités (professeurs) : 125 €**
**Coût réel après impôts et GMF : ZERO EURO (voir au verso) !

**Réductions : Couples d'adhérents : - 25% pour chacun**
**Mi-temps : - 40% / Temps partiels et congés formation : - 20%**

**Suppléments : DOM-COM (salaires majorés) : + 35 €**
**Biadmissibles / Tous chevrons Agrégés HCI : + 7 €**

En vertu des articles 27 et 34 de la loi du 06.01.78, j'accèpte en remplissant cette fiche de fournir au SNALC les informations nécessaires à l'examen de ma carrière, lui demande de me communiquer en retour les informations sur ma carrière auxquelles il a accès à l'occasion des CAPA, CAPN, FPM et autres groupes de travail et l'autorise à les faire figurer dans ses fichiers, sous réserve des droits d'accès et de rectification prévus par la loi et sauf demande contraire de ma part. **La cotisation au SNALC est annuelle : elle est due dans son intégralité (Statuts article 3 / Règlement intérieur art. 2.II).**

**Je joins un règlement d'un montant total de :** (voir ci-contre) **par chèque à l'ordre du SNALC.** €

Date et Signature **(indispensables) :**

# LE SYNDICAT LE MOINS CHER DE L'ÉDUCATION NATIONALE

(ses tarifs n'augmentent pas en 2016/2017 pour la sixième année consécutive)

Le **SNALC-FGAF** vous offre l'assistance et la protection juridiques pénales (agressions, diffamation, harcèlement) assurées par la GMF pour une **économie nette d'impôts de 35 à 40 euros incluse dans votre adhésion.**

**COMPARONS DEUX COTISATIONS À 200 EUROS DANS UN SYNDICAT X ET AU SNALC :**
Après déduction fiscale, elles reviennent toutes deux à 200 – 66% x 200 (réduction ou crédit d'impôt) = 68 euros.

**SI VOUS SOUHAITEZ SOUSCRIRE À UNE PROTECTION JURIDIQUE (VALEUR 35 À 40 EUROS) :**
Au **SNALC**, elle est incluse dans votre cotisation (GMF) et votre adhésion vous revient en réalité à 68 - 35 = 33 euros.

Dans un syndicat X, elle n'est pas incluse et votre adhésion vous revient toujours à 68 euros auxquels il faudra rajouter 35 à 40 euros d'assurance.

**REPRÉSENTATIF :** Grâce à ses résultats aux dernières élections professionnelles, le **SNALC – FGAF** siège au Comité Technique Ministériel (CTM) avec son partenaire le SNE, aux côtés de cinq fédérations (FSU, CFDT, UNSA, CGT et FO) : **seules ces six organisations sont représentatives** pour chaque catégorie de personnels de l'Education nationale.

**PUISSANT :** Avec **16 commissaires paritaires nationaux** toute l'année à votre service sur Paris, et près de **300 commissaires paritaires académiques** siégeant pour tous les corps dans toutes les académies, **le SNALC-FGAF est le 2ème syndicat de l'enseignement secondaire** (dont PRAG et PRCE) en voix et en sièges.

**INDÉPENDANT :** Le SNALC est le seul syndicat représentatif dont la confédération ne perçoit **aucune subvention d'État.** Il estime que les moyens humains (décharges syndicales - décret 82-447 du 28 mai 1982) suffisent pour défendre les personnels et proposer des projets pour l'Ecole. **Le SNALC demande l'interdiction de toute subvention publique aux O.S.**

**TRAVAILLEUR :** Le SNALC, syndicat de proposition incontournable, indépendant et innovant, est le seul à proposer à budget constant avec ses partenaires de la CSEN un projet éducatif de la maternelle à l'enseignement supérieur, pour ***Permettre à tous de réussir*** : **https://www.snalc.fr/national/article/2583/**

**HONNÊTE ET TRANSPARENT :** Les comptes du SNALC, élaborés par un cabinet d'expertise indépendant, sont publiés dès leur approbation par les Commissaires aux comptes qui les examinent : **http://www.journal-officiel.gouv.fr/comptes-syndicats/** (taper SNALC dans la case « titre de l'organisation »).

***À NOTER : LE SNALC VOUS OFFRE AUSSI – SOUS FORME DE MINI « COMITÉ D'ENTREPRISE » DE NOMBREUSES RÉDUCTIONS AUPRÈS DE SES PARTENAIRES (CULTURE, VOYAGES, ASSURANCES, HI-FI…) : BOUTON « AVANTAGES SNALC » RÉSERVÉ AUX ADHÉRENTS SUR LE SITE.***

*BIENVENUE AU* snalc FGAF

# COORDONNÉES DES RESPONSABLES ACADÉMIQUES

| | |
|---|---|
| **AIX - MARSEILLE**<br>**M. Thierry TIRABI** | **SNALC - 393 Chemin Saint Donat, 84380 MAZAN** - snalc.am@laposte.net - http://www.snalc.org/ - 09 51 52 98 08 - 06 12 02 25 23 |
| **AMIENS**<br>**M. Martial CLOUX** | **SNALC - 26 rue J-J.Rousseau, 02200 SOISSONS** - martial.cloux@wanadoo.fr - www.snalc.fr/amiens - 06 22 05 02 27 |
| **BESANÇON**<br>**Mme Sylvie PRÉVOT** | **SNALC - 13 rue du Ballon, 90300 OFFEMONT** - snalc.besancon@gmail.com - www.facebook.com/snalcbesancon - www.snalc.fr/besancon - 06 33 26 99 13 |
| **BORDEAUX**<br>**Mme Marie-Thérèse ALONSO** | **SNALC - 43 avenue Galliéni, 33500 LIBOURNE** - snalc.bx.vp1@gmail.com - www.snalc.fr/bordeaux - 05 57 25 91 09 |
| **CAEN**<br>**M. Henri LAVILLE** | **SNALC - 4 Av. Jeanne d'Arc, 14000 CAEN** - snalc.bn@wanadoo.fr - www.snalc.fr/caen - 06 33 92 09 61 |
| **CLERMONT FERRAND**<br>**Mme Nicole DUTHON** | **SNALC - 9 bis Route de la Beauté, 63160 BILLOM** - jm-n.duthon@wanadoo.fr - www.snalc.fr/clermont - 06 75 94 22 16 - 06 69 04 05 11 - 06 88 18 28 44 |
| **CORSE**<br>**M. Lucien BARBOLOSI** | **SNALC - Plaine de Peri, Villa Bianca, 20167 PERI** - charlydb017@aol.com - 06 80 32 26 55 |
| **CRÉTEIL**<br>**M. Loïc VATIN** | **SNALC S3 CRÉTEIL - 4 rue de Trévise, 75009 PARIS**<br>snalc.creteil@gmail.com - www.snalc.fr/creteil - 07 82 95 41 42 - 06 22 91 73 27 - Mutation : snalc.creteil.mutation@gmail.com |
| **DIJON**<br>**M. Maxime REPPERT** | **SNALC - Mme MORARD, 7B rue de la Mare, 21380 MESSIGNY ET VANTOUX**<br>snalc.dijon@gmail.com - www.snalc.fr/dijon - 06 60 96 07 25 - 06 62 72 66 37 (VP Mme MORARD) |
| **GRENOBLE**<br>**M. Grégory CORPS** | **SNALC - 37 place St-Bruno, 38000 GRENOBLE**<br>gregory.corps.snalc@gmail.com - www.snalc.fr/grenoble - 07 50 46 48 66 - 06 27 57 92 50 (PLP) - 06 31 91 50 68 (Stagiaires) - 06 42 97 67 65 (Administratifs) |
| **LILLE**<br>**M. Benoît THEUNIS** | **SNALC - 6 rue de la Metairie, 59270 METEREN** - snalc.lille@orange.fr - http://snalc.lille.free.fr - 03 28 42 37 79 - 03 20 09 48 46 - 03 28 62 37 78 |
| **LIMOGES**<br>**M. Frédéric BAJOR** | **SNALC - La Mazaudon, 87240 AMBAZAC**<br>f.bajor@gmail.com - snalc.limoges.free.fr - 06 15 10 76 40 - Entrée dans le métier : 06 13 87 35 23 - 1er degré : 06 89 32 68 09 |
| **LYON**<br>**M. Christophe PATERNA** | **SNALC - 61 allée Font Bénite, 42155 SAINT LÉGER SUR ROANNE**<br>snalc-lyon@orange.fr - http://snalc.lyon.free.fr/ - 06 32 06 58 03 - Secrétaire : 06 08 43 31 12 - am.legallopiteau@snalc.fr |
| **MONTPELLIER**<br>**M. Karim EL OUARDI** | **SNALC - 37 bis rue de la Cerdagne, 66000 PERPIGNAN** - presi-montpellier@snalc.fr - snalcmontpellier.fr - 06 43 68 52 29<br>VP : s.daho@laposte.net - 06 27 80 77 28 - Déléguée rectorat : salima.goujdad@gmail.com - 06 40 12 95 54 |
| **NANCY - METZ**<br>**Mme Anne WEIERSMÜLLER** | **SNALC - 3 avenue du XXème Corps, 54000 NANCY** - snalc.lorraine@orange.fr - http://snalc.fr/nancy-metz - 03 83 36 42 02 - 06 76 40 93 19 |
| **NANTES**<br>**M. Hervé RÉBY** | **SNALC - 38 rue des Ecachoirs, 44000 NANTES**<br>snalc.acad.nantes@wanadoo.fr - www.snalc.fr/nantes - 07 71 60 39 58 - 06 41 23 17 29 - Secrétaire : laurence-bonini@orange.fr |
| **NICE**<br>**Mme Dany COURTE** | **SNALC - 25 avenue Lamartine, Les princes d'Orange, 06600 ANTIBES**<br>s3@snalc-nice.fr - www.snalc-nice.fr - 06 83 51 36 08 - Secrétaire : Françoise TOMASZYK - 04 94 91 81 84 - snalc.83@free.fr |
| **ORLÉANS - TOURS**<br>**M. François TESSIER** | **SNALC - 21 bis rue George Sand, 18100 VIERZON** - snalc.orleanstours@wanadoo.fr - www.snalc.fr/orleans-tours - 06 47 37 43 12 - 02 38 54 91 26 |
| **PARIS**<br>**M. Jacky MAJDA** | **SNALC S3 Paris - 4 rue de Trévise, 75009 PARIS** - jackymajda@hotmail.com - www.snalc.fr/paris<br>06 56 79 14 86 - 01 40 22 09 92 - Secrétaire : Aude FLOCH - snalcparissecretariat@gmail.com |
| **POITIERS**<br>**M. Toufic KAYAL** | **SNALC - 15 rue de la Grenouillère, 86340 NIEUIL L'ESPOIR**<br>toufickayal@wanadoo.fr - www.snalc.fr/poitiers - 05 49 56 75 65 - 06 75 47 26 35 |
| **REIMS**<br>**M. Thierry KOESSLER** | **SNALC - 12 place Hélène Boucher, 51100 REIMS** - snalc-reims@laposte.net - www.snalc.fr/reims - 06 50 51 19 60 - 09 51 57 00 86 |
| **RENNES**<br>**Mme Brigitte AYALA** | **SNALC - 20 les Riais, 35470 BAIN-DE-BRETAGNE** - snalc.35@orange.fr - www.snalcrennes.org - 09 63 26 82 94 |
| **LA RÉUNION**<br>**M. Jean-Louis PRADEL** | **SNALC - 375 rue du Maréchal Leclerc, 97400 ST-DENIS DE LA RÉUNION**<br>0262 21 70 09 - 0262 21 37 57 - 0692 87 68 44 - 0692 77 61 00 - snalcreunion974@gmail.com - www.snalc-reunion.com |
| **ROUEN**<br>**M. Nicolas RAT** | **SNALC - 4 Square Jean Monnet, 76240 BONSECOURS** - nicolas.rat@gmail.com - www.snalc.fr/rouen - 09 51 80 55 41 - 06 73 34 09 69<br>Secrétaire académique : Jean Léonardon - jean-jacques-leonardon-bougault@wanadoo.fr - 06 88 68 39 33 |
| **STRASBOURG**<br>**M. Jean-Pierre GAVRILOVIC** | **SNALC - 5 a boulevard du président Edwards, 67000 STRASBOURG**<br>snalc-strasbourg@snalc.fr - www.snalc.fr/strasbourg - 07 81 00 85 69 - 09 52 28 68 64 |
| **TOULOUSE**<br>**M. Jean-François BERTHELOT** | **SNALC - 23 avenue du 14e Régiment-d'Infanterie, appt. 72, 31400 TOULOUSE**<br>snalc.toulouse@gmail.com - www.snalc.fr/toulouse - 05 61 55 58 95 - 06 74 05 29 80 |
| **VERSAILLES**<br>**M. Frédéric SEITZ** | **SNALC Versailles - 4 rue de Trévise, 75009 PARIS**<br>snalc.versailles@gmail.com - www.snalc.fr/versailles - 01 47 70 96 90 - 06 95 16 17 92 - 06 95 33 13 45 |
| **DÉTACHÉS ÉTRANGER OUTRE-MER**<br>**M. Frantz Johann VOR DER BRÜGGE** | **SNALC DETOM - 4 rue de Trévise, 75009 PARIS** - etrangeroutremer@snalc.fr - http://snalc.det.etom.free.fr - 06 88 39 95 48 - 01 47 70 00 55 |

| DPT | RESPONSABLES DÉPARTEMENTAUX | DPT | RESPONSABLES DÉPARTEMENTAUX | DPT | RESPONSABLES DÉPARTEMENTAUX |
|---|---|---|---|---|---|
| 03 | anmounal@aol.com - 06 83 49 08 71 | 35 | snalc.ille-et-vilaine@orange.fr - 06 82 86 06 39 | 80 | philippe.trepagne@dbmail.com - 09 73 82 67 93 |
| 11 | sebastien.deleigne@gmail.com - 06 77 40 15 14 | 43 | gilles.defours@orange.fr - 07 87 87 99 25 | 82 | balayer@gmail.com - 06 81 37 08 73 |
| 12 | pierre@vano.me - 06 80 59 37 23 | 46 | rouchdominique@hotmail.com - 06 03 28 86 11 | 87 | ogfrederic@orange.fr - 06 84 40 04 58 |
| 14 | snalc-sd14@orange.fr - 02 31 73 72 02 | 48 | herverossignol.snalc.lozere@gmail.com - 06 31 18 20 03 | 971 | snalc.guadeloupe@orange.fr - 06 90 32 48 52 |
| 15 | bradley.roussel@wanadoo.fr - 04 71 68 20 01 | 50 | snalc-s2-50@orange.fr - 06 31 44 15 30 | 972 | jp.pouget@hotmail.fr - 05 96 75 51 68 |
| 19 | christophe_nouaille@orange.fr - 06 01 92 26 68 | 56 | snalc.morbihan@orange.fr - 07 70 28 74 15 | 973 | mickael.richardson@gmail.com - 06 95 19 86 70 |
| 20B | anne-marie.cirelli@wanadoo.fr - 06 87 33 55 71 | 61 | rpiquet@aol.com - 02 33 28 49 21 | 975 | urdajosy@cheznoo.net |
| 22 | snalc.cotes-d-armor@orange.fr - 06 71 23 90 11 | 63 | chantal.vautrin@wanadoo.fr - 06 25 26 79 59 | 976 | alain1.francine@orange.fr - 06 39 99 30 90 |
| 25 | seb.vieille@wanadoo.fr - 06 61 91 30 49 | 65 | arnile@club-internet.fr - 06 89 35 02 68 | 986 | isabelle.bouche81@gmail.com |
| 29 | snalc.29@orange.fr - 06 16 45 29 03 | 66 | nmdulac@gmail.com - 06 61 96 29 75 | 987 | presidentsnalcpf@gmail.com - (00 689) 21 84 42 |
| 32 | herve.garlet@wanadoo.fr - 06 13 03 00 71 | 73 | bernard.levy73@gmail.com - 07 50 84 62 64 | | |
| 34 | chloedebray.snalc34@gmail.com - 06 62 50 80 15 | 74 | a.mugnier.snalc@gmail.com - 07 50 83 34 92 | | |

ET SI ON SE POSAIT
LES **BONNES QUESTIONS** ?

ET SI ON TENTAIT D'APPORTER
LES **BONNES RÉPONSES** !

snalc
*Liberté, égalité, fraternité et enseignement. Depuis 1905.*

**www.snalc.fr**

**SNALC - 4, rue de Trévise - 75009 PARIS**
**Tél. : 01.47.70.00.55**